RDC : Pouvoir et opposition signent l'accord sur un départ de Kabila

@rib News,Â 01/01/2017Â - SourceÂ Reuters Les dirigeants de l'opposition de RDC ont signÃ© samedi un accord avec le parti de Joseph Kabila qui prÃ©voit que le chef de l'Etat quitte le pouvoir aprÃ¨s des Ã©lections qui devront se tenir d'ici la fin 2017.Â [PhotoÂ : L'archevÃªque Fridolin Ambongo, de la ConfÃ©rence Ã©piscopale (Cenco), lors de la signature de l'accord, le 1er janvier 2017 Ã Kinshasa.]

Les mÃ©diateurs de l'Eglise catholique de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo faisaient pression sur les deux camps depuis des semaines pour qu'ils signent l'accord, destinÃ© Ã Ã©viter que le pays ne bascule dans l'anarchie, voire une nouvelle guerre civile, aprÃ¨s la dÃ©cision de Kabila de se maintenir au pouvoir malgrÃ© l'expiration de son mandat voici plus d'une semaine. "Aujourd'hui, nous sommes heureux de prÃ©senter un compromis", a dÃ©clarÃ© Mgr Marcel Utembi, prÃ©sident de la confÃ©rence Ã©piscopale de RDC, avant que des reprÃ©sentants du parti de Kabila, dont les ministres des Mines et de l'IntÃ©rieur, respectivement Martin Kabwelulu et Emmanuel Shadary, signent l'accord avec la principale alliance de l'opposition. L'accord interdit au prÃ©sident congolais de modifier la constitution pour briguer un troisiÃ¨me mandat, avait dÃ©clarÃ© dÃ¨s vendredi Mgr Marcel Utembi, lorsque l'accord avait Ã©tÃ© trouvÃ© entre les parties prenantes. Les partis impliquÃ©s dans la mÃ©diation se sont Ã©galement entendus sur la nomination d'un Premier ministre issu du principal bloc de l'opposition. C'est Ã lui que reviendra la tÃ¢che de superviser la transition. Si les parties respectent l'accord, il permettra le premier transfert pacifique du pouvoir en RDC depuis son accession Ã l'indÃ©pendance en 1960. D'Ã©normes obstacles demeurent nÃ©anmoins. La commission Ã©lectorale a estimÃ© que des Ã©lections ne seraient sans doute pas possibles avant 2018, et beaucoup doutent que Joseph Kabila ait vÃ©ritablement l'intention de quitter le pouvoir. Plusieurs de ses partisans ont Ã©mis rÃ©cemment l'idÃ©e de modifier la Constitution pour lui permettre de briguer un nouveau mandat, ce que d'autres dirigeants africains ont fait. C'est par l'impossibilitÃ© financiÃ¨re et logistique de tenir un scrutin avant avril 2018 que le pouvoir avait justifiÃ© ces derniers temps le maintien de Kabila Ã la tÃªte de l'exÃ©cutif au-delÃ de l'expiration de son mandat, le 20 dÃ©cembre. Depuis lors, des manifestations et des violences ont fait au moins 40 morts en RDC, selon l'Onu, qui a dÃ©noncÃ© un usage excessif de la force. Des centaines de personnes ont en outre Ã©tÃ© arrÃªtÃ©es. Â RDC: pouvoir et opposition signent l'accord de sortie de crise AFP,Â 01/01/2017Â La majoritÃ© et l'opposition en RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo ont signÃ© samedi l'accord organisant la transition aprÃ¨s la fin du mandat du prÃ©sident Joseph Kabila le 20 dÃ©cembre et l'Ã©lection de son successeur, aprÃ¨s plus de 13 heures de nÃ©gociations, a constatÃ© un journaliste de l'AFP. L'accord conclu sous la mÃ©diation des Ã©vÃªques autorise M. Kabila Ã demeurer Ã la tÃª du pays jusqu'Ã "fin 2017", en contrepartie de la crÃ©ation d'un Conseil national de transition (CNT) prÃ©sidÃ© par l'opposant historique Ã‰tienne Tshisekedi et la nomination d'un Premier ministre issu de sa coalition "le Rassemblement". Les participants aux nÃ©gociations ont Ã©galement dÃ©cidÃ© de tenir "fin 2017" la prÃ©sidentielle en vue de l'Ã©lection du succes de M. Kabila, au pouvoir depuis 2001 et Ã qui la Constitution interdit de se reprÃ©senter. Et ce en mÃªme temps que les Ã©lections lÃ©gislatives nationales et provinciales. "La majoritÃ© a signÃ© sous rÃ©serve", a dÃ©clarÃ© le ministre des MÃ©diasÂ LambertÂ Mende, estimant que le refus de signer du Mouvement de LibÃ©ration du Congo (MLC) de l'ancien vice-prÃ©sident de la RÃ©publique Jean Pierre Bemba, dÃ©tenu Ã Â La HayeÂ par laÂ CPI, "enlÃ¨ve Ã l'accord son caractÃ¨re incl PrÃ©sidentielle 'fin 2017' - Le MLC a refusÃ© de signer l'accord, le qualifiant "d'arrangement bipartite entre la majoritÃ© et le Rassemblement" Ã qui la prÃ©sidence de la CNT et le poste de Premier ministre ont Ã©tÃ© attribuÃ©s, a protestÃ© son secrÃ gÃ©nÃ©ral Eve BazaÃ¯ba. Mais les parties Ã cet accord ont actÃ© qu'aprÃ¨s "son second et dernier mandat, le prÃ©sident Kabila ne briguera pas un troisiÃ¨me mandat", a dÃ©clarÃ© Mgr Utembi, prÃ©sident de la ConfÃ©rence Ã©piscopale nationale Congo (Cenco). En deuxiÃ¨me lieu, les signataires ont convenu qu'"aucune tentative de rÃ©vision de la Constitution ne sera entreprise" pendant la transition, a ajoutÃ© le prÃ©lat catholique, au sujet de ce point de blocage qui a fait l'objet d'intenses tractations depuis 09h00 (08h00 GMT). Les Ã©vÃªques ont promis de suivre et de trouver rapidement une solution au cas de l'opposant MoÃ¯se Katumbi, condamnÃ© Ã trois ans de prison dans une affaire de spoliation d'immeuble et sous la menace d'un procÃ¨s pour recrutement de mercenaires, mais officiellement en soins mÃ©dicaux Ã l'Ã©tranger. La RDC n'a jamais connu de transition pacifique du pouvoir depuis son indÃ©pendance de la Belgique en 1960. Entre 1996 et 2003, ce pays a Ã©tÃ© ravagÃ© par deux guerres qui ont fait au moins trois millions de morts, et sa partie orientale reste dÃ©chirÃ©e par de multiples conflits armÃ©s depuis plus de vingt ans. (adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});